Réunion d'information sur la Croatie du vendredi 16 juin 2006, de 14h00 à 17h30, dans les locaux de Cités Unies France

----- Compte-rendu -----

Après avoir remercié les Ambassades de France en Croatie et de Croatie en France, le Ministère des affaires étrangères français pour leur soutien et avoir présenté Cités Unies France, Mme Colette HUVENNE-VANHOYE, Présidente du Groupe-Pays Croatie, a rappelé les objectifs de cette réunion^o : faire émerger les thèmes potentiels de la coopération, de préparer les prochaines assises de la coopération décentralisée franco-croate, mais surtout de mieux se connaître, et donc de favoriser l'émergence de nouveaux partenariats...

S.E.M. Bozidar GAGRO, Ambassadeur de Croatie en France, a souligné que la coopération décentralisée représente un lien privilégié entre les deux pays et il souhaite que les prochaines rencontres franco-croates permettent de faire émerger de nouveaux partenariats.

M. Antoine JOLY, Délégué à l'Action Extérieure des Collectivités Locales, a rappelé le souhait du Ministère des affaires étrangères français de voir se développer la coopération décentralisée franco-croate en raison de l'avenir européen de la Croatie, des points de convergence existants entre nos deux pays... Il pense que ce développement de la coopération décentralisée franco-croate ne peut porter que grâce à la volonté des élus français et croates, le soutien des Ambassades... Enfin, il a annoncé la création d'un dispositif de soutien à la coopération décentralisée franco-croate en 2007.

Mme Jasna MILETA, Ministre Conseiller à l'Ambassade de Croatie en France, a ensuite dressé le « portrait européen^o » de la Croatie en quelques dates, dont les principales sont les suivantes^o :

- 25 juin 1991^o : Proclamation de l'indépendance de la Croatie par le Parlement,
- 15 janvier 1992^o : Reconnaissance de la Croatie par l'Union européenne,
- Début des années 2000^o : Début des relations concrètes de la Croatie avec l'Union européenne,
- 29 octobre 2001^o : Signature de l'Accord de Stabilité et d'Association,
- 21 février 2003^o : Candidature officielle de la Croatie à l'Union européenne,
- 20 avril 2004^o : Avis favorable de la Commission à l'adhésion de la Croatie,
- 18 juin 2004^o : La Croatie est officiellement candidate,
- 6 octobre 2004^o : La Croatie est déclarée éligible aux fonds de pré-adhésion (PHARE, ISAP, SAPARD),
- 3 octobre 2005^o : Ouverture officielle des négociations,
- 12 juin 2006^o : Début des négociations^o : ouverture du premier chapitre^o ; Chapitre 25^o : « Sciences et recherche ».

Elle a ensuite conclu en rappelant que bien que le Traite de Nice prévoit de limiter le nombre d'Etats membres à 27, il existe des possibilités d'amendement et que la Croatie souhaite entrer dans l'Union européenne en 2009.

Les collectivités territoriales croates présentes à la réunion, citées ci-après, après avoir présenté leur territoire, ont mis l'accent sur leurs souhaits de coopération^o :

¹ Elle a également rappelé que les relations diplomatiques entre la France et la Croatie ont été ouvertes au mois d'avril 1992.

- Ville de Varazdin°: Elle souhaite développer des partenariats en matière culturelle et touristique et dans le domaine du développement économique. Elle souhaite se présenter à la candidature de capitale européenne de la culture.°Des partenariats avec les villes d'Auxerre et de Montélimar sont en cours de mise en place.
- Comté de Brodsko-Povaska°: Cette région a un potentiel agricole important. Elle dispose d'un positionnement géographique stratégique et d'une main d'œuvre qualifiée. Elle souhaite développer des partenariats dans les domaines du développement économique (notamment en matière industrielle), de l'artisanat, des nouvelles technologies, de l'environnement...
- Ville de Koprivnica°: Cette ancienne ville royale dispose d'un patrimoine architectural important et a déjà une expérience de coopération avec des collectivités hongroises et italiennes. Elle souhaite développer des partenariats en matière de développement durable², de jeunesse, de développement économique...
- Comté de Primorsko-Goranska°: Ce comté est à la frontière de la Slovénie et dispose d'un accès à la Mer Adriatique. Il a en cours un projet de mise en place d'une région adriatique européenne. Elle souhaite notamment développer des partenariats en matière de protection de l'environnement, de citoyenneté européenne.
- Ville de Rijeka°: C'est la troisième ville croate et c'est le principal port de ce pays. Cette ville est en pleine reconversion industrielle et souhaite entre autres développer des partenariats en matière d'aménagement urbain...
- Ville de Bjelovar°: la ville de Bjelovar souhaiterait coopérer dans le domaine du développement économique, notamment par rapport à son salon annuel.
- Ville de Trogir°: un premier contact a été établi avec la ville de Sarlat et le maire de Trogir s'y est rendu après la réunion du 16 juin.

Les participants français, désireux de s'engager dans des coopérations avec des collectivités territoriales croates, étaient également nombreux à cette réunion. On peut citer entre autres°:

- la ville de Saint-Quentin-en Yvelines,
- la ville de Saint-Quentin,
- la ville de La Rochelle,
- la ville du Havre,
- la ville d'Auxerre,
- la ville de Montélimar,
- le département du Nord,
- l'Association Nationale des Villes et Pays d'Art et d'Histoire et des Villes à Secteur Sauvegardé (ANVPAH&VSS),
- la Fédération Nationale Accueil Paysan...

Il est important de souligner que toutes les actions de Cités Unies France en faveur de la coopération décentralisée franco-croate sont menées en partenariat avec les ambassades des deux pays, l'association des villes croates et l'ANVPAH&VSS. Cette dernière a réussi à mobiliser un certain nombre de collectivités de son réseau tels que Sarlat, Auxerre et St. Quentin. Elle sera partie prenante pour les prochaines rencontres.

Les prochaines assises de la coopération franco-croate sont prévues pour les 26 et 27 octobre à Dubrovnik

² Elle participe à la semaine européenne de la mobilité et a été élue seconde en 2005, grâce à la mise en place d'un service de mise à disposition gratuite de vélos à la population.